

Frédéric BARDEAU, Nicolas DANET, *Anonymous : pirates informatiques ou altermondialistes numériques ?*

Limoges, FYP Éd., coll. Présence/Monographie critique, 2011, 208 p.

Gilles Boenisch



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/6796>

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2012

Pagination : 357-360

ISBN : 978-2-8143-0120-7

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Gilles Boenisch, « Frédéric BARDEAU, Nicolas DANET, *Anonymous : pirates informatiques ou altermondialistes numériques ?* », *Questions de communication* [En ligne], 21 | 2012, mis en ligne le 18 décembre 2012, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/6796>

En conclusion, la perspective de Carole Waldvogel permet de dépasser l'image de la « nébuleuse associative » (par exemple utilisée par André Micoud dans le collectif, *L'environnement, question sociale*, Paris, Crédoc/O. Jacob, 2001) et de ne pas tomber dans le piège d'une vision se concentrant uniquement sur des dualismes durcis et simplificateurs (par exemple, entre environnementalistes et naturalistes dans l'espace des AOÉ). Élargir l'appareil théorique à la pensée des dynamiques socio-spatiales liées à des couples d'opposition structurants comme ville-nature, urbain-rural, développement-préservation, qui apparaissent importants dans le raisonnement suivi, aurait néanmoins pu renforcer l'assise du propos, par exemple en intégrant explicitement les tensions entre « aménagement » et « ménagement », au sens de Michel Marié (*Les Terres et les Mots*, Paris, Klincksieck, 1989), qui participent de toute opération de développement local ou tout projet de territoire, ou encore l'approche par les transactions territoriales, en termes de « coopérations conflictuelles », ne réduisant pas le conflit à l'affrontement – ce que l'auteure a fait par ailleurs (« Les transactions sociales dans le secteur des associations qui s'occupent d'environnement », pp. 209-223, in : Hamman Ph., Causer J.-Y., dirs, *Ville, environnement et transactions démocratiques*, Bruxelles, PIE-P. Lang, 2011). Enfin, on pourrait ajouter que les processus différenciés d'institutionnalisation ou non des enjeux et des structures qui se dégagent de l'analyse de Carole Waldvogel renseignent plus largement la question de l'appropriation de ressources entre groupes mobilisés et celle, qui est liée, de la dialectique entre groupes à liens forts et à liens faibles pour reprendre librement la distinction proposée par Mark Granovetter (« The Strength of Weak Ties : a Network Theory Revisited », *Sociological Theory*, 1, 1983, pp. 201-233). En somme, une belle et ample invite à penser « l'environnement » à partir d'une enquête rigoureuse.

Philippe Hamman
CRESS, université de Strasbourg
phamman@unistra.fr

Technologies

Frédéric BARDEAU, Nicolas DANET, *Anonymous : pirates informatiques ou altermondialistes numériques ?*

Limoges, FYP Éd., coll. Présence/Monographie critique, 2011, 208 p.

Anonymous : pirates informatiques ou altermondialistes numériques ? est un ouvrage qui tente de retranscrire les problématiques du phénomène *Anonymous* à partir

d'une analyse méthodique, détaillée et sans parti pris. Avec une approche à la fois transversale et largement documentée, Frédéric Bardeau et Nicolas Danet dressent un historique et un portrait assez juste de ce mouvement caractéristique de notre époque. Naturellement, ils s'interrogent sur les prémices et les filiations en partant de la cyberculture des années 60 jusqu'au phénomène hacker qui n'a cessé de s'accroître avec l'omniprésence des technologies numériques (pp. 11-33). De ces deux postures, subsiste l'intérêt viscéral pour la liberté de l'information, le partage, la décentralisation et la contestation face à l'autorité pour tenter de rendre le monde meilleur (p. 19). Ils n'oublient pas d'étayer leurs approches de nombreux faits documentés, ce que beaucoup d'ouvrages ou de textes de vulgarisation négligent, en se limitant qu'aux aspects spectaculaires et aux faits retentissants. Cela a pour effet de donner une consistance à l'analyse qui permet de clarifier la complexité d'un domaine où il n'existe pas de réelles constantes, mais plutôt des tendances qui s'enchevêtrent.

Ils s'intéressent au « projet hacker » (pp. 16-23) à travers deux textes fondateurs : « Le Manifeste du Hacker » de 1986, puis la médiatique « Déclaration d'indépendance du cyberspace » de 1996. Deux écrits qui tentent de démythifier l'image négative des hackers entretenue par les médias. Les rapports entre les autorités, qui sont aussi acteurs de la régulation et de la médiation, et les hackers, assoiffés de libertés ont toujours été tendus. Il en ressort une incompréhension radicale comme en témoigne l'extrait du dernier paragraphe du manifeste hacker : « Nous explorons... et vous nous appelez des criminels. Nous recherchons la connaissance... et vous nous appelez des criminels. Nous existons sans couleur de peau, sans nationalité, sans dogme religieux... et vous nous appelez des criminels. Vous construisez des bombes atomiques, vous financez des guerres, vous tuez, trichez, vous nous mentez et essayez de nous faire croire que c'est pour notre bien, et c'est encore nous les criminels. Oui, je suis un criminel. Mon crime est celui de la curiosité. Mon crime est de juger les gens sur ce qu'ils disent et pensent, pas sur leur apparence. Mon crime est de vous surpasser, chose que vous ne me pardonneriez jamais. Je suis un hacker, et ceci est mon manifeste. Vous pouvez arrêter cet individu, mais vous ne pouvez pas tous nous arrêter. Après tout, nous sommes tous les mêmes » (pp. 17-18). La particularité des hackers est qu'ils explorent et expérimentent en créant, mettant le « faire » comme principe fondateur de l'éthique hacker. L'accès à la connaissance et aux ordinateurs est considéré comme un droit fondamental, comme « tout ce

qui pourrait vous apprendre quelque chose sur la manière dont le monde fonctionne, doit être illimité et total. Dès qu'un obstacle apparaît, il faut s'atteler à le faire sauter » (p. 19). Cette connotation anarchiste englobe les principes de l'éthique hacker : l'accès libre aux ordinateurs, leur capacité intrinsèque à améliorer la société, la liberté de l'information, la méritocratie, la méfiance envers toute forme d'autorité, et créer de l'art et du beau avec un ordinateur.

La « Déclaration de l'indépendance du cyberspace » revendique l'autonomie d'un espace qui a créé ses propres frontières et s'est ainsi émancipé de la tutelle du vieux continent. Comme l'écrivent Frédéric Bardeau et Nicolas Danet, ce texte se positionne comme un acte de rébellion politique qui réclame avec véhémence que les représentants de « l'ancien monde » abandonnent toute velléité de contrôle et de gouvernance du cyberspace, sur lequel ils n'ont aucune légitimité. Il en va de l'avenir de l'humanité : le cyberspace est d'ores et déjà une réalité, et internet le moyen d'établir de nouvelles bases sur lesquelles construire un monde différent et meilleur : « Je viens du Cyberspace, le nouveau domicile de l'esprit. Au nom du futur, je vous demande à vous du passé de nous laisser tranquilles. Vous n'êtes pas les bienvenus parmi nous. [...] Je déclare l'espace social global que nous construisons naturellement indépendant des tyrannies que vous cherchez à nous imposer. [...] Les gouvernements tiennent leur juste pouvoir du consentement de ceux qu'ils gouvernent. Vous n'avez ni sollicité ni reçu le nôtre. [...] Le Cyberspace ne se situe pas dans vos frontières » (pp. 21-22). Indéniablement, ce texte est politique et coïncide avec l'arrivée de l'altermondialisme et de l'activisme qui donne rapidement naissance au « hacktivisme » (pp. 34-61). Désormais, les hackers utilisent leurs compétences à des fins politiques où les démarches s'inscrivent dans la logique de la cyberculture : faire circuler l'information et libérer la parole individuelle, proposer des sources alternatives et indépendantes. Les hackers « prônent dans leurs actions une nouvelle conception du monde qui va, comme pour les altermondialistes, à l'encontre du capitalisme » (p. 35). L'objectif est de mettre en route un processus social fondé sur l'internet et la production coopérative en réseau et sur un rapport alternatif au travail, à l'argent, au temps qui caractérise une éthique qui est par essence une critique de l'économie capitaliste. Ainsi l'« internet ne doit[-t-il] pas être régi par les mêmes règles que le monde offline, surtout en ce qui concerne la liberté d'expression » (p. 37). Cela conduira à une multiplicité de moyens et d'actions appelant à « la désobéissance civile électronique »,

tout en développant de manière générale un système de « surveillance des surveillants » : la « sousveillance » (p. 46). En multipliant les initiatives, l'objectif est de susciter une prise de conscience auprès des citoyens, qui ont l'habitude d'accepter l'inacceptable sans s'en rendre compte. D'ailleurs, comme cela est magistralement démontré dans cette analyse, si les hacktivistes agissent sur le terrain de l'information et des médias, c'est parce que c'est là que se concentrent les moyens qui pourraient changer la société. Surtout, c'est parce que les citoyens ont de plus en plus de possibilités de vérifier l'information qu'on leur propose, mais également d'en produire eux-mêmes. Paradoxalement, ce nouvel espace de liberté semble aussi être celui d'un système de surveillance radical, comme en témoigne la multiplication de lois oppressives et d'accords secrets. Cela va de la censure au filtrage, de la monétisation à l'outrance, de la fin de l'illimité, au prolongement exponentiel des droits intellectuels, à la criminalisation généralisée des actes pour finalement assimiler tout le monde, aussi bien hackers, hacktivistes, contestataires et simples internautes à des menaces en puissance, des « déviants », des « terroristes », des « voleurs », des « psychopathes », ou encore des « sauvages à civiliser ».

En 2011, la réponse des hackers est radicale, si le réseau ne peut devenir synonyme de liberté, il faut en créer un autre : « L'indépendance du cyberspace, telle que formulée en 1996, appartient au passé. Nous avons besoin de réclamer d'urgence une indépendance, pour assurer la libre circulation de l'information. [...] J'appelle à abandonner l'infrastructure existante pour créer la nôtre » (p. 58). Parce que les politiques de censure et de contrôle se ressemblent dans tous les pays, les différents projets sont déjà au stade de déploiement dans le monde entier. Ils reposent tous sur le maillage fin de relais WiFi totalement indépendants. Pour la première fois, la structure technique est affranchie de toute forme de centralisation, affranchie des fournisseurs d'accès, et appartient aux hackers. Mais la particularité du hacktivisme n'est pas exclusivement technique, mais aussi médiatique, car elle permet la formation d'un « espace public oppositionnel » (p. 60) où ceux qui veulent participer le peuvent, et où le résultat de leur action sera visible par tous.

Anonymous est donc en filiation directe avec cette tendance et tient sa popularité du fait que le mouvement a concentré ses forces sur l'église de scientologie, la pédophilie et, récemment, contre toute forme de censure et d'autorité en épaulant *Wikileaks* »,

et les révolutions arabes. L'internet a une mémoire et ses utilisateurs n'aiment pas qu'on les oblige à oublier. Et plus la censure est forte, plus l'attention du sujet et sa diffusion seront importantes, jusqu'à finalement sortir pour prendre la rue : « Plus vous censurez vos propres citoyens, plus ils doivent en savoir sur vous et sur ce que vous faites. Le temps de la vérité est venu. Le temps pour les gens de s'exprimer librement et d'être entendus partout dans le monde » (p. 149). Une manière de renouer aux fondements de la contestation.

Essentiellement constituée en ligne *via* de multiples fils de discussion et de forums, l'organisation tient son nom du profil par défaut attribué aux internautes « anonymous » qui peuvent dialoguer et poster n'importe quel commentaire librement sans s'identifier. Un nom qui s'enracine par la volonté initiale de conserver l'anonymat face à des structures, telles la scientologie ou les agences de sécurité, qui tentent méticuleusement d'identifier les individus un à un. La force d'*Anonymous* est de réussir à se coordonner dans le monde entier, sans connaître l'identité des personnes avec qui l'on s'organise. Les *Anonymous* arrivent ainsi masqués à la première manifestation le 10 février 2008. « Ils portent, pour la première fois, les masques de Guy Fawkes, le héros légendaire du film *V pour Vendetta*. Pour eux le port de ce masque permet de masquer l'identité, mais constitue aussi un code commun symbolique qui permet le ralliement entre personnes venues du cyberspace » (pp. 81-82). Ils se révèlent au grand public avec des communiqués vidéo devenus célèbres et par des discours qui marquent : « Vous ne pouvez pas vous cacher ; nous sommes partout. Le savoir est libre. Nous sommes *Anonymous*. Nous sommes légion. Nous ne pardonnons pas. Nous n'oublions pas. Redoutez-nous » (pp. 78-79). En fait, comme le précisent Frédéric Bardeau et Nicolas Danet, *Anonymous* est représentatif de nouvelles formes d'organisation horizontales, fondées sur l'anonymat et la défense farouche de la liberté d'expression, où il n'y a par définition pas d'origine ethnique ou d'âge, ou encore de hiérarchies. La constance est celle déjà posée par les hackers : les ordinateurs peuvent changer le monde et le réseau peut niveler les rapports de force. C'est d'ailleurs l'ambition initiale de *Wikileaks* qui défend la liberté d'expression dans le but d'améliorer la situation politique mondiale, et qui part du constat que l'accès à l'information est loin d'être égal entre les États et leurs citoyens, qu'elle n'est pas diffusée correctement, que de nombreuses zones d'ombre subsistent, et surtout que les citoyens sont de moins en moins enclins à laisser agir sans aucun contrôle

(pp. 96-108). *Wikileaks* aurait eu comme effet de pointer le fait que la presse n'est plus l'interlocuteur privilégié entre les sources et le public, en confrontant directement les États et les entreprises à leurs actes, en affichant leur réalité cachée. L'idée était de tenter de changer durablement les structures via un outil de diffusion d'un genre nouveau. La justesse de cette proposition sera à la hauteur de la violence suscitée en retour. Pourtant, les fuites semblent nécessaires à la démocratie parce qu'elles constituent la meilleure arme contre la corruption des élites. Et c'est bien ce qui dérange. *Anonymous* prend donc position pour la défense de cet outil de liberté attaqué de toute part dans la plus grande illégalité. C'est la première fois que *Anonymous* enverra un signal aussi fort en renversant la pression imposée par les puissants, et que le grand public prendra conscience du phénomène : une bataille entre les partisans du secret et ceux de la transparence. D'un côté, les gouvernements et les multinationales. De l'autre, des partisans et des ONG pour plus de transparence et de liberté d'expression. Une situation nouvelle où, pendant longtemps, les citoyens n'ont pas eu le droit d'accéder à des informations récoltées par leurs dirigeants. Un ennemi nouveau pour les gouvernements qui ne sont pas préparés à ce type de confrontation. L'ennemi semble insaisissable, atomisé, les *Anonymous* ne se rejoignent que ponctuellement et ne tissent entre eux que des liens faibles, il est difficile de les cerner, et par définition ils sont anonymes (pp. 108-109). « L'anonymat est un élément clé de l'opposition [...] l'anonymat offre la seule véritable possibilité de critique des institutions, qui sont devenues expertes en surveillance et verrouillent leur communication à destination du public » (p. 110). *Anonymous* est donc un « phénomène », car il ne s'agit pas d'une association ou d'une ONG, et ne s'appuie pas sur une structure légale. Il est donc difficile de parler d'une structure organisée encore moins de hiérarchie. Le principe d'anonymat aplatit inévitablement les différences. La liste des membres n'existe pas. Nul ne connaît le nombre total. *Anonymous* n'est pas un parti politique et se revendique non violent. Il est d'ailleurs impossible de certifier ce qui est *Anonymous* ou non. *Anonymous* n'est pas une société secrète comme les médias le suggèrent. *Anonymous* n'a pas plus d'objectifs précis, plutôt un certain nombre de principes qui recourent ceux de la cyberculture : la défense de la liberté d'expression, le partage de la connaissance, la croyance en la faculté bénéfique du réseau, l'anonymat (pp. 112-115).

Frédéric Bardeau et Nicolas Danet en déduisent que « les *Anonymous* sont surtout l'incarnation moderne

de la cyberculture actuelle, dans toute sa complexité » (p. 115). Une sorte d'étiquette qu'il est possible de mobiliser ou derrière se ranger, une identité anonyme qui sert à expliquer qu'il s'agit de la voix de populations du monde entier, et non d'un groupe particulier : « Nous sommes *Anonymous*. Nous vous demandons de vous joindre à nous. Recherchez-nous et vous nous trouverez. Nous sommes parmi vous. Nous sommes vous. Tout le monde peut s'exprimer en tant que membre d'*Anonymous*. Nous n'avons pas de dirigeants. Uniquement des sensibilités. Nous n'avons pas d'objectifs. Uniquement des résultats. Nous ne pouvons pas être arrêtés, car nous ne sommes qu'une idée. Nous ne pouvons pas être effacés, car nous sommes transparents » (p. 117). *Anonymous* permet de transformer le collectif en une entité unique, quels que soient les idées ou les pays où ils se manifestent, toujours du côté des faibles pour réclamer la liberté. « *Anonymous* n'est pas un mouvement de hackers, mais plutôt la composante cyberculturelle des mouvements de contestation, dont le terrain d'action et les armes se situent dans le champ du web, et donc de l'information » (p. 144). Derrière *Anonymous*, ce sont de plus en plus de personnes qui se mobilisent, pour des raisons différentes et selon les situations, mais avec un fond commun : la défense des libertés sur le réseau et des revendications contemporaines et globales. Potentiellement, *Anonymous* regroupe tout un chacun parce que sa plateforme idéologique se résume aux libertés fondamentales. Sa force est de donner et revendiquer la parole, quelle que soit la situation (pp. 171-172).

Finalement, *Anonymous* est symptomatique de la réalité mondiale à laquelle les populations sont confrontées, et bénéficie d'une audience grandissante auprès du public, une sorte de contre-pouvoir symbolique et actif, qui permet d'opérer une désobéissance civile passive. Le but est une remise en question des pouvoirs actuels, tournés vers le passé et de plus en plus oppressifs. *Anonymous* donne une voix à ceux qui n'en ont pas, dépasse de très loin la description d'un collectif de hacker, et semble en passe de devenir « une idée capable de changer le monde ». *Anonymous*, concluent Frédéric Bardeau et Nicolas Danet, est « en train d'instaurer un climat favorable à des changements de modèle de société, vers une plus grande horizontalité et un renouveau de la prise de parole publique » (p. 119).

Gilles Boenisch

CREM, université de Lorraine
gilles.boenisch@gmail.com

Jean Epstein, *Le jeu enjeu. Adultes enfants : vivre en communauté.*

Paris, Dunod, 2011, 144 p.

Le jeu enjeu est paru une première fois en 1985 aux éditions Armand Colin avant d'être réédité à l'identique en 1996, et à présent, en 2011, aux éditions Dunod. Psychosociologue spécialiste des tout petits, Jean Epstein s'adresse avant tout aux professionnels de la petite enfance, plus particulièrement au personnel d'accueil des crèches, voire à celui des ludothèques. En fin d'ouvrage, un chapitre leur est spécialement consacré et leur propose, sous forme de boîte à outils, des exemples de jeux d'éveil. La première partie de l'ouvrage est une approche physiobiologique et psychosociologique des origines du jeu enfantin, approche qui met l'accent sur l'exploration avant de s'intéresser au fonctionnement des structures collectives dédiées à l'enfance.

Si cet essai a eu son heure de gloire dans les années 80 et 90, où les livres sur le sujet n'étaient pas légion, il a depuis pris un léger coup de vieux. Rédigé comme un essai, l'ouvrage présente la démarche exploratoire de son auteur plus que ses résultats. Or celui-ci, tout à son combat contre l'éducation traditionnelle qui veut que l'enfant soit encadré et guidé vers l'apprentissage avant de pouvoir accéder à l'école maternelle, part du principe que le jeu, champ d'expérience sans égal pour l'enfant, est mésestimé. Ce qui était peut-être vrai en 1985 ne l'était déjà plus en 1996, *a fortiori* en 2011 où le jeu est même un axe essentiel de la pédagogie de l'école maternelle. Certes, le débat à propos du juste milieu, qui oscille entre la nécessité de ne pas diriger le jeu et celui d'éviter que les enfants ne soient livrés à eux-mêmes, n'est toujours pas tranché, mais il n'est même pas effleuré dans cet essai – à moins qu'il ne soit tranché de fait pour l'auteur ? – qui fait de l'initiative et de l'autonomie enfantine la panacée de l'éducation.

D'autant que l'ouvrage est lui-même rédigé sous forme d'une suite d'anecdotes placées sous le signe du bon sens : l'auteur s'assure sans cesse de l'assentiment du lecteur en livrant à sa vindicte des personnels de la petite enfance aveugles aux jeux naturels des enfants comme à leur signification. Pourtant, l'évidence des exemples ne rend pas *a contrario* évidente la plus value de l'auteur, dont le discours, parsemé d'innombrables points d'exclamation marquant la surprise, points de suspension soulignant l'impuissance (devant la bêtise – pourfendue en avant propos – des personnels des collectivités) et guillemets sous-entendant un vocabulaire en gestation, apparaît comme autant d'hésitations quant